

05 déc 2003 -16:00

## Conseil des Ministres du 5 décembre 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 5 décembre 2003, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 5 décembre 2003, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a indiqué qu'il avait envoyé une lettre au Président du Conseil de l'Union européenne à propos de la phase finale de la Conférence intergouvernementale (CIG). Le Premier Ministre y précise que la Belgique ne pourra accepter une " clause de rendez-vous " (soit une absence de décision) pour la question de la composition de la Commission européenne et du calcul de la majorité qualifiée. Guy Verhofstadt souligne qu'il faut pendre des décisions maintenant, quitte à échelonner leur entrée en vigueur. La Belgique souhaite, en ce qui concerne le système de vote au Conseil, un progrès par rapport à Nice. Elle reste fortement attachée au texte approuvé par la convention, y compris en ce qui concerne l'implication complète en matière budgétaire du Parlement européen. Guy Verhofstadt espère que les pays fondateurs défendront également cette thèse (communiqué 41). Le Premier Ministre a aussi confirmé l'intervention de la Belgique à la suite des inondations dans le sud de la France. Cette intervention se fait dans le cadre de B-Fast (Belgium First Aid and Support Team) à la demande de la France. Des pompes, d'une capacité minimale de 1.200 m<sup>3</sup> à l'heure, seront plus particulièrement installées dans la région de Arles. L'opération nécessite le déploiement de huit agents et de quatre véhicules de la protection civile qui seront accompagnés par un camion militaire. Le Premier Ministre a aussi fait allusion au hold-up contre La Poste commis ce vendredi à Ninove. Des mesures ont déjà été prises pour assurer plus de sécurité aux agents de La Poste mais 410.000 allocations sont toutefois encore payées à domicile. Le Conseil a donc approuvé la modification de 10 arrêtés royaux afin de réduire considérablement, à l'avenir, le paiement à domicile (communiqué 4). Guy Verhofstadt a, par ailleurs, annoncé le lancement de Tax-on-Web II (communiqué 2). Il a également mis l'accent sur toutes les mesures qui vont être prises pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes handicapées, comme la mise à disposition de documents judiciaires en braille au même prix que celui de copies normales de pièces judiciaires (communiqué 3). Il a détaillé ensuite le tableau récapitulatif des 33 actions prévues dans le Plan National Ozone, en matière de mobilité, énergie, environnement et recherche scientifique (communiqué 32). En ce qui concerne l'adoption de la modification du régime fiscal des tabacs manufacturés, le Premier Ministre a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une augmentation du pourcentage de l'accise mais bien d'une augmentation découlant de l'augmentation des prix des cigarettes (communiqué 36). Le Ministre des Finances a, pour sa part, détaillé les nouvelles localisation des SPF (ex-ministères), qui seront regroupés dans des immeubles plus adaptés (communiqué 17 à 27). Le Conseil des Ministres a également approuvé :- quatre projets d'arrêtés royaux organisant le transfert de propriétés de l'Etat aux Communautés (communiqué 6/7/8/9) ; - un projet d'arrêté royal introduisant les moyens électroniques dans certains arrêtés royaux exécutant la loi relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (communiqué 10) ; - un projet d'arrêté royal adaptant le budget général des dépenses 2003 du Ministère de la Défense nationale (communiqué 11) ; - la conclusion d'un marché pour la démilitarisation et la destruction de munitions via la " NATO Military Supply Agency " (NAMSA), durant 5 ans (communiqué 12) ; - un projet d'arrêté royal relatif à la redistribution du travail au centre public d'aide sociale (CPAS) d'Arlon (communiqué 13) ; - la pondération des fonctions de management d'administrateur général et d'administrateur général adjoint des institutions publiques de sécurité sociale (communiqué 14) ; - la passation d'un marché, par procédure négociée, avec la firme Bull, pour la consolidation des services informatiques (communiqué 15) ; - une précision à propos de l'achèvement du projet " Egmont " pour les

besoins du SPF Affaires étrangères (communiqué 16) ;- la mise en oeuvre d'un " Biological resource Centre " (BRC) belge par la consolidation et la mise en réseau des initiatives concernant la biodiversité et l'information y afférente (communiqué 28) ;- la désignation des représentants des gouvernements fédéral, flamand, de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne au sein de la Commission Nationale Climat (communiqué 31) ;- le rapport 2002 de la CICF, la Commission interdépartementale pour la coordination de la lutte contre la fraude fiscale dans les secteurs économiques (communiqué 33) ;- un projet d'arrêté ministériel, portant fixation de prix maximaux pour la fourniture d'électricité (communiqué 34) ;- les projets d'avenants aux conventions conclues entre l'Etat fédéral et les Villes d'Anvers, Liège et Seraing, dans le cadre de la politique urbaine (communiqué 35) ;- un projet d'arrêté royal relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires (communiqué 38) ;- un projet d'arrêté royal, modifiant l'arrêté royal portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand (communiqué 39) ;- un projet du gouvernement de la Communauté française modifiant quelques dispositions en matière d'interruption de carrière pour le personnel des administrations de la Communauté française (communiqué 40) ;- la participation de la Belgique au volet nucléaire du " Northern Dimension Environmental Partnership Fund " (NDEP) pour un montant de 5 millions d'euros (communiqué 42) ;- la troisième partie du programme 2003 des prêts d'Etat (communiqué 43) ;- le financement, sur le budget 2003 du SPF Affaires étrangères, de certaines initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit (communiqué 44/45) ;- un projet de loi portant assentiment à la Convention créant l'Institut international des ressources phytogénétiques (communiqué 46) ;- deux avant-projets de loi portant assentiment aux accords entre le Royaume de Belgique et, d'un part, le Gouvernement de l'Australie, et d'autre part, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, relatifs au régime " vacances-travail " (communiqué 47/48).